

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.696/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Entreprises publiques, le 30 septembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des Chemins de fer belges", a donné le 6 octobre 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Wat betreft het eerste ontwerp van KB vloeit de dringende noodzakelijkheid voort uit de noodzaak om dit besluit binnen de kortst mogelijke termijnen te nemen omdat de bepalingen ervan nodig zijn voor de uitwerking van verschillende luiken van de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen die nog in de herfst moeten worden uitgevoerd, inzonderheid de oprichting van Infrabel en de dochtervennootschap transport, voorzien voor 12 oktober 2004, onderhandelingen betreffende de overgang van bepaalde obligatieleningen naar het Fonds voor spoorweginfrastructuur en de opmaak van de lijsten van activa en passiva die worden overgedragen aan Infrabel, de dochtervennootschap transport en het Fonds, die tegen 30 november 2004 moeten zijn vastgesteld."

*

* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

.../...

Objet du texte soumis à l'examen de la section de législation et antécédents

1. Le projet examiné s'inscrit dans le contexte d'une opération globale de réforme de la SNCB, qui comprend les quatre volets suivants :

- création, par l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux ⁽¹⁾, du 14 juin 2004 portant réforme des structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire ⁽²⁾, d'un organisme d'intérêt public de catégorie B, dénommé "Fonds de l'infrastructure ferroviaire", et destiné à recueillir la propriété de cette infrastructure, en ce compris l'infrastructure TGV ⁽³⁾, et le passif y afférent,
- constitution, par la SNCB, dans le cadre légal mis en place par l'arrêté royal précité, d'une filiale dénommée "Infrabel", et reprenant les tâches de gestion de l'infrastructure ferroviaire,
- constitution, par la SNCB, d'une seconde filiale, dénommée dans un premier temps "Nouvelle SNCB", et ayant pour objet le transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises,
- transformation de la SNCB en société holding dénommée "SNCB Holding".

Le projet dans lequel sont insérées les dispositions ici examinées vise à mettre en oeuvre les deux derniers volets de cette opération globale. Il se fonde, pour ce faire, sur les pouvoirs spéciaux octroyés au Roi par les articles 53 à 59 de la loi-programme du 9 juillet 2004 ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Habilitation donnée par l'article 465 de la loi-programme du 22 décembre 2003 (Moniteur belge du 31 décembre 2003).

⁽²⁾ Moniteur belge du 24 juin 2004.

⁽³⁾ La société "Financière TGV" étant préalablement absorbée par la SNCB - voir les articles 455, § 2, de la loi-programme du 22 décembre 2003 et 15, § 2, de l'arrêté royal du 14 juin 2004.

⁽⁴⁾ Moniteur belge du 15 juillet 2004, 2^e édition.

2. Un premier projet d'arrêté royal "portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des Chemins de fer belges" a été soumis à la consultation du Conseil d'État.

Celui-ci a rendu, le 25 août 2004, un avis 37.599/2/V.

Conformément à la demande d'avis, la section de législation limite son examen à l'article 4, § 3, alinéa 3, l'article 5, en ce qu'il insère les nouveaux articles 223, § 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, et 224, § 4, dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et l'article 27, §§ 14, 1°, 17 et 18, l'article 36, §§ 1^{er} et 3, l'article 37, §§ 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8 et 9, et l'article 40, alinéa 3, nouveaux par rapport au projet qui a donné lieu à l'avis 37.599/2/V.

Observations générales

Formalités préalables

1. Le courrier adressé au Ministre du Budget et des Entreprises publiques par l'inspecteur des finances le 23 septembre 2004 indique que ce dernier n'a pas été en mesure d'examiner le projet d'arrêté royal actuellement examiné.

Il convient donc de considérer que la formalité n'a pas été régulièrement accomplie.

2. En vertu de l'article 53, 4°, de la loi-programme du 9 juillet 2004, qui sert de fondement légal au projet, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

- "4° de régler la mise à disposition du personnel de la SNCB à la filiale visée au 1°, dans le respect de l'unicité du dialogue social au sein de la SNCB, moyennant l'accord préalable de la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des Chemins de fer belges, donné à la majorité des deux tiers des voix exprimées."

.../...

Le chapitre V du projet règle partiellement cette mise à disposition du personnel de la SNCB. Il prévoit que la SNCB met à la disposition de la Nouvelle SNCB le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions. Toutefois, le chapitre III de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ne s'applique pas. Les conditions et modalités de la mise à disposition du personnel seront fixées par une convention à conclure entre la SNCB et la Nouvelle SNCB, cette convention, ainsi que toute modification à celle-ci devant recueillir l'accord préalable de la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer. Le statut du personnel de la SNCB, y compris le statut syndical, reste applicable à ce personnel.

Il en résulte que l'accord préalable de la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 précitée doit être obtenu.

En l'espèce, il apparaît du procès verbal de la réunion du 3 septembre 2004 de la Commission paritaire que celle-ci a estimé "pouvoir rendre un avis unanimement positif concernant le projet soumis d'arrêté royal portant certaines mesures pour la réorganisation de la Société nationale des Chemins de fer Belges".

Pareil avis peut être qualifié d'accord au sens de l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926.

Observations particulières

Article 4, § 3, alinéa 3 du projet

Cette disposition concerne la transcription à la conservation des hypothèques de la cession de la SNCB à la Nouvelle SNCB de certains éléments actifs et passifs consistant en droits réels sur des biens immobiliers.

L'attention de l'auteur du texte est attirée sur la circonstance que la formalité de la transcription prévue par l'article premier de la loi hypothécaire vise aussi d'autres actes que ceux portant sur des droits réels relatifs à des biens immobiliers.

La disposition en projet devrait donc être modifiée en vue de viser ces autres actes.

La même observation vaut également pour l'article 37, § 1^{er}, 2° et § 9, 2° du projet.

Article 37, § 9, 1°, du projet (article 14, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté en projet)

Cette disposition définit les actifs cédés par la SNCB au Fonds de l'infrastructure ferroviaire.

La modification proposée précise la nature des ces actifs : il s'agit de droits de propriété ou d'autres droits réels portant sur tout ou partie de l'infrastructure ferroviaire.

Dès lors qu'il ne paraît pas invraisemblable que la SNCB dispose de droits personnels sur tout ou partie de l'infrastructure ferroviaire qui doit être cédée au Fonds, il convient de prévoir cette possibilité dans la disposition en projet.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. D. DELVAX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.696/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 september 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", heeft op 6 oktober 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Wat betreft het eerste ontwerp van KB vloeit de dringende noodzakelijkheid voort uit de noodzaak om dit besluit binnen de kortst mogelijke termijnen te nemen omdat de bepalingen ervan nodig zijn voor de uitwerking van verschillende luiken van de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen die nog in de herfst moeten worden uitgevoerd, inzonderheid de oprichting van Infrabel en de dochtervennootschap transport, voorzien voor 12 oktober 2004, onderhandelingen betreffende de overgang van bepaalde obligatieleningen naar het Fonds voor spoorweginfrastructuur en de opmaak van de lijsten van activa en passiva die worden overgedragen aan Infrabel, de dochtervennootschap transport en het Fonds, die tegen 30 november 2004 moeten zijn vastgesteld."

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de Raad van State, afdeling wetgeving, zijn onderzoek tot de rechtsgrond, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Voorgeschiedenis en onderwerp van de aan de afdeling wetgeving voorgelegde regeling

1. Het voorliggende ontwerp moet worden gezien in de context van een algemeen project tot hervorming van de NMBS, dat de volgende vier onderdelen omvat :

- oprichting, bij het bijzonderemachtenbesluit ⁽¹⁾ van 14 juni 2004 tot hervorming van de beheersstructuren van de spoorweginfrastructuur ⁽²⁾, van een instelling van openbaar nut van categorie B, "Fonds voor spoorweginfrastructuur" genaamd, bestemd om de eigendom te verkrijgen van deze infrastructuur, waaronder de HST-infrastructuur ⁽³⁾, en de eraan verbonden passiva,
- oprichting, door de NMBS, in het bij het voormelde koninklijk besluit ingevoerde wettelijk kader, van een dochtervennootschap, "Infrabel" genaamd, die de taken inzake het beheer van de spoorweginfrastructuur overneemt,
- oprichting, door de NMBS, van een tweede dochtervennootschap, eerst "Nieuwe NMBS" genaamd, met als doel het vervoer per spoor van reizigers en goederen,
- omvorming van de NMBS tot een holding, "NMBS Holding" genaamd.

Het ontwerp waarin de hierna onderzochte bepalingen worden ingevoegd, strekt ertoe de laatste twee onderdelen van dit algemene project uit te voeren. Daartoe steunt het op de bijzondere machten verleend aan de Koning bij de artikelen 53 tot 59 van de programmawet van 9 juli 2004 ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Machtiging verleend bij artikel 465 van de programmawet van 22 december 2003 (Belgisch Staatsblad van 31 december 2003).

⁽²⁾ Belgisch Staatsblad van 24 juni 2004.

⁽³⁾ Aangezien de vennootschap "HST-Fin" voordien is opgegaan in de NMBS - zie de artikelen 455, § 2, van de programmawet van 22 december 2003 en 15, § 2, van het koninklijk besluit van 14 juni 2004.

⁽⁴⁾ Belgisch Staatsblad van 15 juli 2004, 2^e uitgave.

2. Een eerste ontwerp van koninklijk besluit "houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen" is om advies aan de Raad van State voorgelegd.

Deze heeft op 25 augustus 2004 advies 37.599/2/V uitgebracht.

Overeenkomstig de adviesaanvraag beperkt de afdeling Wetgeving haar onderzoek tot artikel 4, § 3, derde lid, artikel 5, in zoverre het de nieuwe artikelen 233, § 1, eerste lid, en 224, § 4, invoegt in de voormelde wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en tot artikel 27, §§ 14, 1°, 17 en 18, artikel 36, §§ 1 en 3, artikel 37, §§ 1, 2, 5, 6, 7, 8 en 9, en artikel 40, derde lid, die nieuw zijn tegenover het ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot advies 37.599/2/V.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

1. In de brief die de inspecteur van financiën op 23 september 2004 naar de Minister van Begroting en Overheidsbedrijven heeft gestuurd, staat dat hij het thans voorliggende ontwerp van koninklijk besluit niet heeft kunnen onderzoeken.

Er dient dus van uit te worden gegaan dat het vormvoorschrift niet op regelmatige wijze is vervuld.

2. Krachtens artikel 53, 4°, van de programmawet van 9 juli 2004, dat de rechtsgrond van het ontwerp vormt, kan de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle nodige maatregelen treffen om :

- "4° de terbeschikkingstelling van personeel van de NMBS aan de in 1° bedoelde dochtervennootschap te regelen, met inachtneming van de uniciteit van sociale dialoog binnen de NMBS, mits voorafgaand akkoord van de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische

.../...

Spoorwegen, gegeven met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen."

Hoofdstuk V van het ontwerp regelt gedeeltelijk deze terbeschikkingstelling van het personeel van de NMBS. Het bepaalt dat de NMBS het personeel dat nodig is voor de verwezenlijking van haar opdrachten ter beschikking stelt van Nieuwe NMBS. Hoofdstuk III van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers is evenwel niet van toepassing. De voorwaarden en nadere regels voor de terbeschikkingstelling van het personeel worden vastgesteld in een overeenkomst die wordt gesloten tussen de NMBS en Nieuwe NMBS. Deze overeenkomst, alsmede alle wijzigingen ervan, behoeven de voorafgaande goedkeuring van de Nationale Paritaire Commissie, bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Het statuut van het personeel van de NMBS, met inbegrip van het vakbondsstatuut, blijft van toepassing op dit personeel.

Hieruit volgt dat de voorafgaande goedkeuring van de Nationale Paritaire Commissie, genoemd in artikel 13 van de voornoemde wet van 23 juli 1926, moet worden verkregen.

In het onderhavige geval blijkt uit de notulen van de vergadering van 3 september 2004 van de Paritaire Commissie dat deze geoordeeld heeft "eenparig een positief advies te kunnen verlenen aangaande het voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen".

Zulk een advies kan beschouwd worden als een goedkeuring in de zin van artikel 13 van de wet van 23 juli 1926.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 4, § 3, derde lid, van het ontwerp

Deze bepaling heeft betrekking op het overschrijven, op het kantoor van hypotheekbewaring, van de overdracht, van de NMBS aan de Nieuwe NMBS, van sommige activa en passiva bestaande uit zakelijke rechten op onroerend goed.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat het vormvoorschrift van de overschrijving vastgelegd in artikel 1 van de hypotheekwet, ook geldt voor andere akten dan die welke betrekking hebben op zakelijke rechten aangaande onroerende goederen.

De ontworpen bepaling zou bijgevolg gewijzigd moeten worden, zodat ze ook doelt op die andere akten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 37, § 1, 2° en § 9, 2°, van het ontwerp.

Artikel 37, § 9, 1°, van het ontwerp (ontworpen artikel 14, § 1, 1°, van het besluit)

In deze bepaling worden de activa gedefinieerd die door de NMBS aan het Fonds voor Spoorweginfrastructuur worden overgedragen.

In de voorgestelde wijziging wordt de aard van die activa opgegeven : het gaat om eigendomsrechten of andere zakelijke rechten op het geheel of een deel van de spoorweginfrastructuur.

Vermits het niet onwaarschijnlijk lijkt dat de NMBS over persoonlijke rechten beschikt op het geheel of een deel van de spoorweginfrastructuur dat aan het Fonds overgedragen moet worden, dient ook die mogelijk te worden vermeld in de ontworpen bepaling.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. D. DELVAX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS